

1^{ÈRE} RENCONTRE

MODÈLE D'ÉDUCATION AU QUÉBEC :
ÉTAT DES LIEUX, BESOINS ET DÉFIS

AVANT
GARDE



Norma Kozhaya
CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC



Frédéric Bouchard
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



Diane Lamarche-Venne
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-
BOURGEOYS

24 janvier 2018

Table des matières :

I.	Introduction	2
	L'Avant-Garde : Allier savoir et Leadership pour faire face aux enjeux globaux du 21-ème siècle	2
	Thématique pour la cohorte 2018 : L'éducation au Québec, état des lieux, conditions de succès et perspectives d'avenir	2
	Présentation du CIRANO	3
II.	Intervention des conférenciers invités	3
	Présentation de Norma Kozhaya	3
	Présentation de Frédéric Bouchard	4
	Présentation de Diane Lamarche-Venne	5
III.	Échanges avec les avant-gardistes	6
	Introduction de l'animateur du panel, Alain Dubuc	6

I. Introduction

L'Avant-Garde : Allier savoir et Leadership pour faire face aux enjeux globaux du 21-ème siècle

L'Avant-Garde@CIRANO est une série de séminaires sur une thématique annuelle actuelle qui s'adresse à la nouvelle génération. La thématique porte sur une opportunité ou un enjeu pour nos sociétés au XXI^e siècle. Ce séminaire a été créé en 2015 au CIRANO dans le cadre de sa mission de liaison et transfert. Il s'adresse à des jeunes dont certains auront des postes à responsabilité dans un avenir proche, que ce soit dans le secteur privé, public ou communautaire. L'objectif est multiple :

- Éduquer et informer les conversations sur des sujets importants pour la société
- Amener les participants à affiner leurs pensées sur des éléments à base scientifique, et développer une capacité d'écoute
- Comprendre les sensibilités d'un public diversifié
- Échanger et confronter des idées

La méthode est une série de séminaires privilégiant les discussions, fondées sur des connaissances scientifiques, avec des intervenants professionnels qui viennent expliquer leur point de vue et des intervenants académiques qui apportent leur éclairage sur la thématique de l'année.

L'Avant-Garde, par la diversité de ses profils, favorise l'échange des idées au sein d'un groupe très divers. Les échanges se font en toute transparence et peuvent être rendus publics par les participants en utilisant la *Chatham House Rule*. Ce dernier permet la diffusion du contenu sans attribution des propos à une personne, ce qui garantit la liberté d'expression et évite la stigmatisation.

Thématique pour la cohorte 2018 : L'éducation au Québec, état des lieux, conditions de succès et perspectives d'avenir

Cette année l'Avant-garde étudiera les différents enjeux relatifs à l'éducation au Québec. Lors du premier séminaire la cohorte s'est concentrée sur l'analyse du système éducatif Québécois et la façon dont il se

profile dans les années à venir. L'objectif est de formuler des recommandations concrètes pouvant être instaurées dans les années à venir afin d'accompagner l'évolution globale du système éducatif.

Présentation du CIRANO

Le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) est un centre de recherche effectuant diverses études et analyses sur les enjeux de société au Québec et plus largement au Canada. La mission est de contribuer à la recherche tout en assurant une liaison et un transfert des connaissances de pointe avec différents organismes gouvernementaux, parapublics et privés.

Le CIRANO regroupe plus de 230 professeurs-chercheurs œuvrant dans différentes disciplines telles que l'économie, la finance, la gestion, les systèmes d'information, la sociologie ou encore les sciences politiques. Ces chercheurs appartiennent à huit institutions universitaires du Québec et à une dizaine d'institutions de l'extérieur, canadiennes, américaines et européennes.

II. Intervention des conférenciers invités

Présentation de Norma Kozhaya

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) est une organisation intervenant auprès des pouvoirs publics afin de défendre les intérêts des employeurs québécois. Les différents domaines d'intervention de l'organisme sont les suivants : Main d'œuvre et capital humain ; Réglementation ; Finances publiques et fiscalité, Économie durable et Santé et sécurité au travail.

Le Conseil du patronat s'intéresse à de nombreux enjeux, et l'éducation représente la pierre angulaire de ces différents sujets. L'étude de l'éducation s'étend de la petite enfance à l'enseignement universitaire et inclut également l'analyse des compétences de base.

L'analyse du système éducatif québécois montre une divergence notable entre les formations dites techniques et les formations générales, et pas seulement sur le plan des compétences techniques, mais également sur les compétences transversales. Il est donc nécessaire d'intervenir dans ces deux volets avec des approches distinctes et basées sur les besoins inhérents des différents étudiants. Ainsi, le CPQ favorise l'établissement de partenariats avec les différentes universités du Québec et tous autres acteurs du système éducatif, afin de pouvoir conseiller et faire un suivi avec les élèves.

Le CPQ vise également à devenir une référence incontournable dans ces domaines d'intervention et exerce, de manière constructive, une influence considérable. Il propose de mettre en place les conditions nécessaires, telles que l'entrepreneuriat, l'accroissement de la productivité, la création de richesse et le développement durable, afin d'assurer la prospérité de la société et donc celle de la population. Outre les mesures présentées ci-dessus, le Conseil du Patronat du Québec a mis en place une plateforme afin de pouvoir faire entendre la voix des employeurs du Québec et d'engager un dialogue structuré avec les différents partenaires sociaux concernant la recherche de solutions dans leurs défis communs. Les objectifs visés sont les suivants :

- Disponibilité et accessibilité d'une main-d'œuvre qualifiée

- Réglementation intelligente favorisant un environnement concurrentiel, notamment en matière de main-d'œuvre
- Finances publiques saines pour une fiscalité concurrentielle
- Une économie durable reposant sur des éléments structurants

Le CPQ publie annuellement depuis 2010 le Bulletin de la prospérité du Québec afin de mettre en évidence les principales forces et faiblesses du Québec. Le bulletin analyse les différentes variables socio-économiques liées à la prospérité de la société. Les constats qui découlent de ces différentes analyses sont quelque peu ambivalents en effet le Québec présente une performance économique en deçà d'États comparables en Amérique du Nord et ce en dépit du potentiel de croissance du Québec. Les résultats concernant l'éducation sont également peu reluisants, lorsque l'on regarde les données relatives aux pourcentages des personnes de 20 à 24 sans diplôme d'études secondaires le Québec (9.1% en 2016) est devant ses compères : Alberta (7% en 2016), Colombie-Britannique (5.1% en 2016) et l'Ontario (4.7% en 2016). Le Québec détient le pire taux de décrochage au Canada pour la tranche d'âge 20 à 24 ans, mais cela est à nuancer avec le fait que le Québec vient de se doter d'une politique sur la persévérance et la réussite scolaire qui pourrait avoir une incidence positive sur les chiffres présentés ci-dessus.

Désormais si l'on regarde le pourcentage de la population âgée de 25 à 64 ans sans diplôme d'études secondaires en 2015, le Québec (12.21%) présente des chiffres alarmants comparés aux autres régions d'Amérique du Nord. Ainsi les différents défis relevés par le Conseil du Patronat du Québec concernant l'éducation porteront sur :

- La réduction du décrochage scolaire
- Susciter l'intérêt pour les formations professionnelles qui sont délaissées au détriment des formations générales
 - S'appuyer sur la politique allemande concernant l'éducation, qui valorise et privilégie les formations techniques
- La diplomation universitaire
 - Comment pourrait-on rattraper l'Ontario d'ici 5 ans ?
 - Le financement universitaire est-il le réel problème ?
- L'adaptation numérique

Le Conseil du patronat propose plusieurs pistes d'amélioration afin de d'aborder le problème de l'éducation :

- Valoriser davantage l'éducation
- Valoriser la formation professionnelle et technique
- Favoriser la formation continue ainsi que la formation en entreprise
- Encourager l'implication des employeurs et mettre en place des collaborations avec les universités
- Permettre un certain degré de flexibilité dans les études.

Présentation de Frédéric Bouchard

Frédéric Bouchard a participé à l'émission « Bienvenue en 2067 », où il devait projeter la société en 2067; c'est précisément cette expérience qui l'a amené à se poser des questions sur les prochaines générations et sur la place de l'éducation dans la société.

Monsieur Bouchard part du postulat que le monde fonctionne selon un cycle et que lorsque l'économie se porte bien, les travailleurs, au sens large du terme, ne se préoccupent pas de la question de l'éducation et ne voient pas l'intérêt de retourner suivre une formation complémentaire à l'université. A contrario, lorsque l'économie fléchit, une majeure partie des travailleurs retournent chercher des qualifications spécifiques et ainsi élargir leurs possibilités d'emplois.

Cependant la notion de bonne ou mauvaise économie n'est pas absolue et est en partie biaisée, en effet un secteur peut-être en plein essor tandis qu'un autre est sur le déclin. Par ailleurs, il y a des secteurs de l'économie qui vont disparaître et d'autres qui vont émerger et grandir, ainsi il est difficile d'affirmer avec certitude quels seront les secteurs moteurs de l'économie. Suivant cet ordre d'idée, le retour sur investissement d'aller se former à l'université et acquérir des nouvelles compétences est difficilement quantifiable car on ne sait pas ce que nous réservent les années à venir.

Monsieur Bouchard propose de faire un parallèle avec la délocalisation de certaines activités ouvrières et des compétences au fil des années. Entre 1960 et 1980, la mondialisation se caractérisait par la délocalisation des chaînes de production et c'est précisément cette étape qui a marqué un tournant dans l'économie. En effet, la construction d'une usine nécessitait plusieurs années par conséquent les entreprises avaient un temps d'adaptation pour former leurs employés, leur politique financière et leur environnement.

Il y a quelques années, il était question de délocaliser les services et certaines catégories de travailleurs telles que les « cols blancs ». De nos jours, l'utilisation des nouvelles technologies tend à se démocratiser dans le monde du travail et la prochaine étape pourrait bien être la substitution des « cols blancs » par les systèmes intelligents. Il apparaît donc qu'avec la montée en puissance de l'intelligence artificielle, le capital humain va être remplacé par des robots pouvant travailler plus rapidement, plus longtemps et ce pour un coût moindre. Se pourrait-il que dans un futur proche, l'homme se résume à un simple intermédiaire dans les chaînes de production ?

Par ailleurs, ils s'avèrent que les entreprises gagnent à déployer leurs produits le plus rapidement possible dans le plus de pays possible afin de rejoindre un plus grand nombre d'individus. Or il n'y a aucun coût au développement de plateforme intelligente à l'étranger telle que le système de comptabilité de Google, par conséquent les entreprises vont précisément miser sur ce type de produit.

Ces différents postulats nous amènent donc à nous poser la question suivante : Comment former l'être humain pour qu'il devienne incontournable et ainsi assurer la pérennité de la société ?

Présentation de Diane Lamarche-Venne

Deuxième commission scolaire en importance au Québec, la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB) regroupe plus de 53 000 élèves, dont 43 000 au primaire et au secondaire, répartis dans 95 établissements (70 écoles primaires, 13 écoles secondaires, 2 écoles spécialisées, 6 centres de formation professionnelle et 4 centres d'éducation des adultes). La CSMB est l'une des trois commissions scolaires de l'île de Montréal (Québec, Canada). Diane Lamarche-Venne est l'actuelle présidente de la CSMB.

La CSMB intègre à ses préoccupations 4 grands enjeux sociaux : le français comme langue commune, l'internationalisation, le développement durable et l'entrepreneuriat.

À l'automne 2012, la CSMB a mis en place Vivre ensemble en français, un vaste chantier de réflexion et d'action. L'objectif est de mieux outiller la communauté éducative de la CSMB qui relève au quotidien le défi d'intégrer à la société québécoise 53 000 élèves de multiples origines. La CSMB a donc mis en place leur propre centre de recherche afin de répondre aux problématiques locales.

Par ailleurs, la CSMB se définit comme la plus internationale des commissions scolaires du Québec. Depuis de nombreuses années, elle établit et entretient des liens avec des écoles de tous les continents. Plusieurs langues sont enseignées dans les écoles de la CSMB, notamment sous la houlette de l'Institut des langues Marguerite-Bourgeoys. En 2012, elle a créé le Centre d'intervention pédagogique en contexte de diversité, lequel se veut une interface entre la communauté éducative de la CSMB et le monde de la recherche.

Le développement durable est également une préoccupation de premier ordre à la CSMB, tant au plan pédagogique qu'au plan administratif. La CSMB favorise la réalisation de projets visant à sensibiliser ses élèves aux enjeux du développement durable. Par ailleurs, la politique de développement durable de la CSMB prend appui sur la volonté de développer des pratiques de gestion conciliant les dimensions écologiques, économiques et sociales.

Finalement, la CSMB comprend l'entrepreneuriat dans son sens large, à savoir outiller ses élèves pour qu'ils sachent structurer et réaliser des projets grands et petits. Elle souhaite ainsi que chacun des élèves du primaire, du secondaire, de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle devienne plus entreprenant et innovant. Dix-sept de ses établissements sont d'ailleurs des écoles communautaires entrepreneuriales conscientes (ECEC).

III. Échanges avec les avant-gardistes

Introduction de l'animateur du panel, Alain Dubuc

Les québécois ne semblent pas s'intéresser au sujet de l'éducation et il s'agit là d'une des problématiques sur laquelle nos conférenciers ont voulu mettre l'accent : Comment peut-on les amener à « aimer l'éducation » ? Comment insuffler cette envie chez les jeunes et les moins jeunes ?

Premier aspect à prendre en compte, le Canada est fortement dépendant des ressources naturelles présentes sur son territoire et il s'agit là d'un des facteurs clés entravant le processus d'innovation. Comment faire pour y remédier et ainsi supporter et promouvoir l'innovation au sein des institutions gouvernementales, publiques ou privées ? Les conférenciers expliquent qu'il ne faut pas tomber dans la facilité avec les crédits d'impôts qui ne sont qu'un leurre car on génère de l'innovation comptable. Il s'agit là d'un cercle vicieux puisque les institutions ont tendance à entamer le processus d'innovation dans le seul but de pouvoir contracter des crédits d'impôts. Il faut donc repenser le système de financement des organismes éligibles à des fonds pour l'innovation.

Deuxième aspect à prendre en compte, que ce soit les entreprises, les particuliers ou le gouvernement, nous faisons preuve d'une grande aversion au risque et à l'inconnu. Nous n'osons pas expérimenter de nouveaux processus et par conséquent nous sommes « de simples spectateurs et non pas des acteurs de la révolution ». Afin d'y remédier, nous devons nous fixer des objectifs et mettre en place un plan d'action avec un horizon prédéfini à l'avance, sans quoi nous sommes voués à rester au rôle de suiveur comparativement aux autres économies (américaine et anglo-saxonne). Un exemple proposé par les

conférenciers serait d'instaurer davantage de parcours universitaires tournés vers la créativité et l'innovation plutôt que vers les sciences « dures » tels que la physique ou les mathématiques.

Question n°1

Les gens ne valorisent pas l'éducation car ils ne se rendent pas compte que c'est la pierre angulaire de la société contemporaine. Quelles devraient être les compétences humaines de base et comment pourrions-nous les évaluer ?

La réponse des panelistes

Tout d'abord il faut réfléchir à une évaluation des compétences de façon dynamique, sans quoi le processus sera soit incomplet ou partiellement faussé. Il faut interpréter les émotions des autres avant de vouloir les évaluer, et c'est seulement ainsi que l'on pourra déceler et évaluer les compétences de bases humaines. Un autre point important à souligner est que l'évaluation de ces compétences ne peut se faire que par l'acquisition du savoir, par conséquent il est nécessaire de former les recruteurs aux nouvelles normes et s'assurer que les évaluations se fassent de façon itérative.

Question n°2

Concernant le décalage des programmes entre les écoles privées et les écoles publiques, pensez-vous qu'il puisse y avoir un clivage et par conséquent l'apparition d'inégalités entre les différents élèves ?

La réponse des panelistes

Historiquement, le but originel des écoles n'était pas d'entamer une compétition entre elles, toutefois les parents souhaitant que leurs enfants puissent bénéficier de la même éducation que les écoles privées, qualifiées à tort d'élitiste, et ce sans dépenser le moindre argent, le gouvernement a instauré dans certaines écoles publiques des programmes spéciaux afin de promouvoir l'équité. Toutefois cela a créé un cercle vicieux où les écoles publiques n'ont cessé de vouloir s'aligner sur celles du privé, entraînant ainsi l'apparition d'un enseignement banalisé dans les écoles tandis que les élèves avaient besoin que les cours soient adaptés à leur niveaux et leurs besoins intrinsèques.

Il en ressort donc que l'uniformisation des programmes n'est pas la solution et ne règlera en rien le problème global ; certes en apparence il y aura une égalité des chances mais on va surtout créer des rigidités au sein des établissements.

Il faut rappeler que le but ultime de l'éducation est de favoriser le plein potentiel de l'être humain, permettant ainsi d'assurer la prospérité économique.

Question n°3

Quels seraient les étapes et les éléments nécessaires aux « changements radicaux » dont vous avez fait mention dans vos présentations ?

La réponse des panelistes

En soit il n'y a pas tant de changements à faire qu'il n'y paraît, il faudrait davantage parler d'ajustements plutôt que de changements. Une piste envisageable pour initier les ajustements à effectuer serait d'observer, d'analyser et de transposer ce que font nos compatriotes anglo-saxons.

Question n°4

Il apparaît que la faiblesse majeure du système éducatif québécois est l'absence prononcée des matières littéraires (Philosophie) et artistiques. Comment pourrait-on faire la promotion de ces matières auprès des étudiants mais aussi des entreprises ?

La réponse des panelistes

Le système éducatif québécois est davantage focalisé sur les études purement scientifiques et cela s'explique par l'attrait que représentent les différentes filières scientifiques que ce soit du point de la réputation auprès des entreprises ou dans la pensée générale. Les matières littéraires et artistiques sont à tort dévalorisées et étiquetées aux seconds rangs, ainsi les étudiants ont tendance à les fuir de peur de ne pouvoir les faire valoriser sur le marché du travail.

Question n°5

Afin d'embrayer le début d'un changement notable, devrions nous commencer par valoriser l'éducation ou bien devrait on s'assurer du développement d'une économie du savoir ?

La réponse des panelistes

Il faut commencer par s'assurer du développement d'une économie du savoir, c'est-à-dire qu'il faut que dans les années qui viennent nous repensions entièrement le système de financement de l'éducation. Un exemple concret qui peine à évoluer actuellement sont les subventions accordées aux sciences de l'éducation qui sont, relativement à celles accordées dans les universités de Médecines, bien trop faibles et ne permettent donc pas de développer les infrastructures et les moyens nécessaires à la promotion de ces sciences.

Question n°6

Quels seront les rôles des entreprises privées et des professionnels vis-à-vis de l'éducation ?

La réponse des panelistes

Ils auront un rôle de transmission du savoir auprès des étudiants et ils devront s'impliquer davantage via les programmes de mentorat par exemple. Toutefois, certaines universités pourraient refuser toutes formes de partenariats avec les entreprises afin de conserver leur flexibilité. Les conférenciers ont insisté sur le fait que les universités québécoises sont davantage sur la défensive concernant ce type de partenariat et cela expliquait l'absence de confiance avec les professionnels

Question n°7

A quel point la culture générale n'est pas assez intégrée à tous les niveaux universitaires ?

La réponse des panelistes

Il faut voir au-delà de la culture générale et se focaliser du côté de la curiosité. Le ministère se doit de concentrer son budget sur un axe précis au lieu de diversifier les financements sans quoi le processus ne sera pas fonctionnel.

Question n°8

Pour les personnes immigrantes, qu'est ce qui est actuellement déployé afin que les enfants évoluent vers le concept « d'être humain incontournable » ?

La réponse des panelistes

De nombreuses associations telles que Vision diversité existent pour les immigrants. Vision Diversité est un organisme à but non lucratif fondé en 2006 dans l'objectif de mettre de l'avant le métissage humain et artistique qui enrichit et nourrit le développement culturel au Québec.

Il existe également plusieurs autres partenariats entre les commissions scolaires afin que les jeunes puissent voyager en dehors de Montréal et rencontrer d'autres élèves au cours de séminaires.

**Site internet de l'Avant-Garde@CIRANO :
avantgarde.cirano.qc.ca**

Comité exécutif de l'Avant-Garde 2018 :

Stephen Atkinson
Julie Caron-Malenfant
Nathalie De Marcellis-Warin
Nectarios Economakis
Farnaz Fania
Alice Monet
Jean Patrick Toussaint
Thierry Warin